



Les disparités entre communes augmentent

Dominique Mignot, Louafi Bouzouina

► To cite this version:

Dominique Mignot, Louafi Bouzouina. Les disparités entre communes augmentent. Constructif, 2007, 18, pp. 29-31. halshs-00191073

HAL Id: halshs-00191073

<https://shs.hal.science/halshs-00191073>

Submitted on 23 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les disparités entre communes augmentent

A travers une analyse des revenus moyens des foyers fiscaux par commune de 1984 à 2004, Dominique Mignot et Louafi Bouzouina mettent en évidence une croissance des disparités intercommunales à plusieurs échelles spatiales : nationale, régionale et intra-urbaine. Les écarts se creusent entre communes riches et communes pauvres et, contrairement aux idées reçues, ce phénomène n'est pas nécessairement dû à un appauvrissement de certains territoires, mais plutôt à l'enrichissement des territoires déjà les mieux dotés.

Les espaces urbains, qui concentrent populations, activités et richesses, sont aussi le lieu d'évolutions contrastées. L'intérêt progressif pour les questions d'inégalité et de ségrégation spatiale correspond ainsi à une prise de conscience d'une ville à deux vitesses, marquée par des dynamiques opposées et conduisant potentiellement à un éclatement de la ville.

Le questionnement sur les disparités spatiales a tout d'abord concerné, en France mais aussi dans de nombreux pays, l'échelle régionale et notamment les relations entre l'espace urbain et l'espace rural. Les travaux sur l'ensemble des villes, notamment à l'échelle intra-urbaine, sont plus rares et ont surtout été le fait d'approches sociologiques. Il faut attendre les années 2000 pour que, en France, les économistes s'emparent de la question et tentent de quantifier les dynamiques à l'œuvre à différentes échelles spatiales. La plupart de ces travaux convergent et permettent de conclure à une croissance des disparités et des écarts de revenus entre les territoires à toutes les échelles spatiales : nationale, régionale et intra-urbaine⁽¹⁾.

Les inégalités de revenus en France ont baissé au cours du dernier siècle. Pendant la période d'industrialisation, le développement de la formation et de l'éducation a permis de resserrer les écarts de qualifications et de salaires dans les pays développés. Sur la période 1984-2004, plusieurs études concluent à une légère croissance des inégalités en moyenne, et à un accroissement significatif des écarts entre les faibles revenus et les revenus les plus élevés⁽²⁾. Ces inégalités de revenus se traduisent par une ségrégation spatiale, qui ne peut que s'accroître avec leur croissance⁽³⁾.

Le revenu moyen des foyers fiscaux a augmenté en France entre 1984 et 2004 sans toutefois réduire les disparités entre l'ensemble des communes métropolitaines. L'indice de Gini (calculé sur le revenu moyen pondéré par le nombre de foyers fiscaux par commune et interprétant les disparités intercommunales) a augmenté de 25 % (de 0,12 à 0,15) entre 1984 et 2004, pour une hausse de 10 % du revenu annuel moyen (de 14 000 à 15 400 euros/foyer fiscal exprimé en euros 1998) et une croissance de 37 % du nombre des foyers fiscaux.

Pendant cette période, les disparités de revenus entre communes sont plus sensibles aux périodes de croissance du PIB qu'à celles de décroissance. En d'autres termes, le développement économique (qui se concentre sur quelques territoires « élus ») renforce la ségrégation spatiale.

Les communes pauvres s'appauvrissent

Alors que l'accroissement des disparités est encore plus important entre les communes urbaines (+ 40 %), la dispersion des revenus des communes rurales a notablement baissé (- 9 %), notamment entre 1990 et 2004 (- 24 %). Cette tendance semble cohérente avec l'hypothèse de fuite/évitement des classes moyennes des territoires les plus défavorisés pour s'installer plus loin dans les espaces ruraux⁽⁴⁾.

Les revenus moyens et les disparités intercommunales ont augmenté au sein de la majorité des régions, entre 1984 et 2004, à l'exception du Limousin et de la Corse, les deux régions les moins peuplées où plus de 70 % des communes sont rurales. Les hausses les plus



Dominique Mignot

est directeur scientifique adjoint de l'Inrets (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité).



Louafi Bouzouina

est chargé d'études au Laboratoire d'économie des transports (Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, université Lumière Lyon 2, CNRS).

importantes des disparités concernent les régions Ile-de-France (+67 %), Nord-Pas-de-Calais (+48 %), Paca (+46 %) et la Haute-Normandie (+44 %), mais aussi les régions Alsace (+39 %) et Rhône-Alpes (+38 %). À l'intérieur des régions, les évolutions des deux déciles extrêmes (les 10 % des communes les plus riches et les 10 % les plus pauvres) sont divergentes.

Sur les 22 régions, 19 voient une baisse du revenu moyen du décile des communes pauvres, entre 1984 et 2004. À un niveau plus fin nous constatons que, en Ile-de-France, Basse-Normandie et Champagne-Ardenne, toutes les communes du décile les plus pauvres ont vu une baisse de leurs revenus (elles sont 92 % en Nord-Pas-de-Calais et en Haute-Normandie, 86 % en Picardie, 72 % en Rhône-Alpes, 74 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et plus de 60 % dans l'ensemble des régions). En revanche, elles ne sont que moins de 20 % en Bretagne, en Pays de la Loire et en Alsace à avoir subi une baisse du revenu moyen.

Les riches s'enrichissent

Le revenu moyen du décile des communes les plus riches en 2004 a augmenté dans toutes les régions, même en Corse (+ 6 %), de 1984 à 2004. L'augmentation est très élevée dans les trois régions les plus riches, à savoir l'Ile-de-France, l'Alsace et Rhône-Alpes (+ 49 %, + 34 %, + 32 %, respectivement), mais aussi dans des régions beaucoup moins riches (Nord-Pas-de-Calais, + 23 %). Au sein de chaque région, quasiment toutes les communes riches voient leur revenu augmenter (95 % des communes du décile le plus riche en région parisienne). On peut relever que, si la conjoncture économique entre 1990 et 1996 était défavorable aux communes riches, contribuant ainsi à freiner les disparités intercommunales, ces communes ont cependant largement profité des périodes de croissance ultérieures pour accentuer les écarts avec les communes les plus pauvres. Enfin, l'écart entre le revenu moyen du premier décile et celui du dernier décile s'est de plus en plus creusé, au sein de chaque région, entre 1984 et 2004. Si la région parisienne était la seule à avoir un rapport entre ces deux déciles supérieur à 2 en 1984, elles sont quatre en 1990 (avec Rhône-Alpes, Haute-Normandie et Nord-Pas-de-Calais) et près de la moitié des régions ont atteint cet écart en 2004.

Il y a donc eu un accroissement des écarts de

revenus au sein des régions françaises entre les communes les plus riches et les communes les plus pauvres, pour un revenu moyen qui augmente globalement.

Des aires urbaines hétérogènes

À l'échelle des aires urbaines, l'analyse de l'évolution de la répartition des revenus fiscaux moyens par commune, au cours de la période 1984-2004, montre également un accroissement de cette dispersion (voir graphique page suivante). Quelle que soit la mesure objective utilisée, les plus importants niveaux d'inégalités intercommunales caractérisent généralement les aires urbaines les plus peuplées à l'image de Paris, Lille, Marseille et Lyon.

Seules quatre aires urbaines ont subi une baisse de leur revenu moyen entre 1984 et 2004 (Creil, Maubeuge, Elbeuf et Évreux). Ce sont en revanche les aires urbaines proches de la Suisse qui ont eu les hausses les plus importantes, notamment Genève-Annemasse (+ 56 %), Bâle-Saint-Louis qui fait partie de l'Euro District (+ 29 %) et Annecy (+ 20 %). Parmi les aires urbaines dont le revenu a sensiblement progressé, nous retrouvons également des aires urbaines de Bretagne (Rennes, Vannes et Quimper), des Pays de la Loire (Nantes et Saint-Nazaire) et d'Alsace (Colmar et Strasbourg).

Une analyse plus fine sur l'ensemble des aires urbaines ayant un minimum de 15 communes de plus de 2000 habitants montre que c'est l'ensemble des communes les moins riches qui voient la progression la plus faible de leur revenu fiscal moyen, alors que les communes aux revenus les plus élevés sont caractérisées par les progressions les plus fortes.

Ainsi, dans 60 % des aires urbaines étudiées, le revenu moyen des communes pauvres a baissé. Les plus fortes baisses sont enregistrées dans les aires urbaines de Paris (- 24 %) et Marseille (- 21 %), mais aussi à Lyon, Lille, Bordeaux et Valenciennes. Pour les aires urbaines dont le revenu des communes pauvres a progressé, cette hausse reste faible (entre 0 et 7 %), sauf dans le cas des aires urbaines de Nantes, Rennes, Angers et Toulouse.

En revanche, le revenu moyen des communes riches a augmenté dans toutes les aires urbaines. Cette augmentation est partout supérieure à 10 % et atteint + 65 % à Paris et + 50 % à Lyon. L'aire urbaine parisienne concentre et entretient à la fois l'extrême richesse et la grande pauvreté,

Dominique Mignot a publié récemment :

- *Vers un droit à la mobilité pour tous : Inégalités, territoires et vie quotidienne* (avec Silvia Rosales Montano), La Documentation Française, 2006
- *Les villes ont-elles achevé leur transition ?* (avec Anne Aguilera et Jean-Loup Madre), Inrets-Lavoisier, 2006
- *Concentration économique et ségrégation spatiale* (avec Marie-André Buisson), Bruxelles, De Boeck, 2005
- Numéro spécial « Concentration, Ségrégation ; Populations, Territoires » (avec Anne Aguilera), *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 2004-5

à l'image des grandes métropoles mondiales. Enfin, l'écart entre le revenu moyen des communes riches et le revenu moyen des communes pauvres au sein d'une même aire urbaine est de plus en plus élevé. En 1984, seules quatre aires urbaines avaient des écarts supérieurs à 2 (Paris, Lyon, Lille et Grenoble). En 2004, elles ont doublé et les écarts se sont accrus, ils sont de 6 à Paris et de 4 à Lyon.

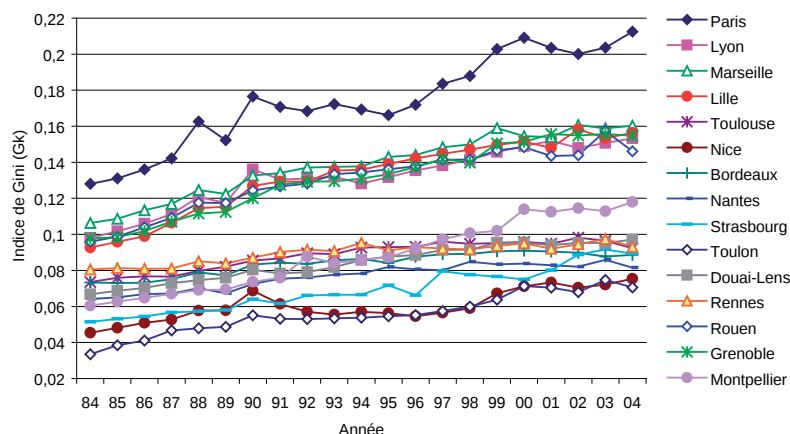
Ainsi, la croissance des revenus dans les communes riches est très forte et, même si certaines communes pauvres ne s'appauvrissent pas, les écarts se creusent car les revenus moyens dans ces dernières progressent peu. Les études analysant les migrations résidentielles montrent que, dans les communes pauvres, ce sont les ménages pauvres qui s'installent, alors que dans les communes riches ce sont des ménages plus riches qui remplacent les ménages sortants⁽⁵⁾.

L'inégalité spatiale, même si elle est plus visible sur les espaces les plus pauvres, est globalement plus le produit des espaces les plus riches. Pour les aires urbaines comme pour les régions, la croissance économique est polarisante. Elle est plus favorable aux espaces les plus riches et très peu favorable, voire défavorable, aux espaces les plus pauvres.

Quels enjeux ?

S'il est avéré que la croissance des revenus des populations/territoires les plus riches renforce les disparités et la ségrégation spatiale, nous suspectons à l'inverse un effet négatif de la ségrégation sur la croissance des richesses de l'ensemble de certaines aires urbaines. Dans ces cas, les revenus moyens des communes pauvres continuent à baisser, alors que les revenus des communes relativement aisées peinent à décoller. Nos résultats confirment là encore, d'autres travaux⁽⁶⁾ selon lesquels la ségrégation spatiale peut provoquer à long terme un déficit de croissance économique à travers

Evolution de la dispersion du revenu moyen des foyers fiscaux par commune entre 1984 et 2004 pour les 15 plus grandes aires urbaines françaises (indice de Gini)



Source : élaboration propre, données DGI.

N.B. : Une aire urbaine rassemble l'ensemble des communes qui sont soit en continuité avec la commune centre, soit envoient au moins 40 % de leurs actifs travailler dans cette aire.

les mécanismes de chômage de masse et de décrochage des quartiers défavorisés.

Cette ségrégation spatiale reste avant tout une conséquence auto-entretenu par la tendance « naturelle » à l'entre-soi ou à l'évitement de la part des populations les plus riches. La concurrence sur les meilleures localisations dans des villes de plus en plus métropolitaines et l'évitement des territoires fragiles illustrent bien l'enjeu lié à l'espace et les conséquences d'une croissance à deux vitesses sur les habitants et les aménités urbaines. Dans une perspective de ville durable, tout l'enjeu est donc de contrer cette évolution naturelle. La construction massive de logements accessibles aux populations à faibles revenus dans les communes les plus aisées est ainsi tout à fait justifiée, mais n'est qu'une réponse partielle si en même temps ne sont pas créées les conditions d'une attraction renouvelée de l'ensemble des communes et quartiers.

« Si la conjoncture économique entre 1990 et 1996 était défavorable aux communes riches, contribuant ainsi à freiner les disparités intercommunales, ces communes ont cependant largement profité des périodes de croissance ultérieures pour accentuer les écarts avec les communes les plus pauvres. »

- 1) L'analyse est basée sur le suivi des indices de concentration des revenus, tels que le Gini, ainsi que des ratios de revenus moyens des communes les plus riches et des communes les plus pauvres à différentes échelles spatiales de 1984 à 2004. Nous avons retenu l'ensemble des communes de la France métropolitaine renseignées et comparables au long de cette période (ce qui correspond à environ 97 % des foyers fiscaux et 97 % des revenus).
- 2) Valérie Champagne et Elisabeth Maurice, « L'évolution des revenus et des patrimoines déclarés à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur la fortune dans les années quatre-vingt-dix », in *Inégalités économiques*, Atkinson et al, La Documentation Française, 2001 ; C. Landais « Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ? », Ecole d'économie de Paris, 2007.
- 3) S.E. Mayer "How Growth in Income Inequality Increased Economic Segregation", Joint Center For Poverty Research, 2001.
- 4) Le phénomène de fuite des classes moyennes est bien souligné dans « *Atlas des nouvelles fractures sociales en France* » par Christophe Guilluy et Christophe Noyé, 2004.
- 5) Edgar Maurin, *Le ghetto français*, La Découverte, 2004.
- 6) Jean-Paul Fitoussi, Eloi Laurent, Joël Maurice, *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, La Documentation française, 2004.